



## La relance en Europe doit passer par l'innovation



**Par J. Frank Brown,  
Jean-Philippe  
Courtois, Philippe  
Pouletty**

Respectivement doyen de l'Insead, président de Microsoft international et directeur général de Truffle Capital, les auteurs insistent sur la nécessité d'une politique qui aide les petites entreprises engagées dans les nouvelles technologies.

**A**vec une économie mondiale en crise, un nouveau gouvernement à Washington et une nouvelle présidence à Bruxelles, les règles de la politique économique sont en passe d'être réécrites. Le court terme a jusqu'ici guidé l'action politique, pour limiter la crise financière et son impact industriel immédiat. Sauver des emplois est important ; en créer de nouveaux est crucial.

Les chiffres nous montrent que les petites entreprises et les start-up à fort potentiel sont dans les pays développés les véritables moteurs de la croissance économique, créant plus d'emplois que les grandes entreprises. Ces emplois sont en grande partie créés par les entreprises technologiques, qui doivent leur existence aux recherches scientifiques effectuées, souvent dans des universités, sur une décennie ou plus. Ces universités et ces petites entreprises travaillent ensemble, ainsi qu'avec les filiales locales de multinationales, dans des pôles d'innovation dynamiques – comme San Francisco, Londres, Cambridge, Stockholm, Zurich, Grenoble ou Barcelone, pour n'en citer que quelques-uns.

Voici le tableau dans son ensemble : un cercle vertueux d'innovations technologiques

publiques/privées aux racines locales mais à l'impact mondial.

Nos plus grandes innovations, celles qui changent l'industrie et la société, viennent de là. L'invention et le développement de l'ordinateur personnel et d'Internet, l'arrivée de nouvelles biotechnologies et de nouveaux médicaments qui prolongent la vie, des sauts technologiques dans le domaine des énergies nouvelles et de la chimie verte, tout cela découle d'une bonne synergie entre l'industrie privée et le secteur universitaire.

Si l'on en juge par l'histoire des innovations technologiques, les entrepreneurs ne sont pas restés les bras croisés lors des précédentes périodes de récession. Qui sait quelles innovations révolutionnaires naissent actuellement dans les laboratoires, attendant de faire leur apparition sur le marché ?

Développons massivement le capital risque. Son apport à un stade précoce des entreprises est chroniquement insuffisant en Europe – environ un tiers, en pourcentage du PIB, de ce qu'il est aux États-Unis. Aujourd'hui, la crise financière menace même ce faible montant. Reproduisons aussi à l'échelle européenne le succès de certains projets de partenariats public/privé en matière de financements d'amorçage et de croissance qui ont été expérimentés en Europe. Par exemple le projet



britannique University Challenge de 1999, qui abondait les investissements privés réalisés dans des spin-off universitaires ; et la GIMV, société d'investissement flamande, dont le cofinancement a fait de l'université de Louvain un puissant incubateur d'entreprises de biotechnologie.

« Le colossal plan de relance américain comporte le financement de projets tels que les systèmes électroniques pour la santé, les réseaux éducatifs et la recherche énergétique »

Soutenons ensuite les « jeunes entreprises innovantes ». En Europe, un cocktail toxique de charges peut tuer les start-up technologiques dans l'œuf. Aux dépenses de recherche et d'ingénierie pour les futurs produits et services s'ajoute le poids des charges sociales, de la fiscalité et de la paperasserie que de nombreux pays européens imposent

à toutes les entreprises. Les gouvernements européens doivent alléger cette charge pour nos jeunes entreprises innovantes. On peut s'inspirer d'une initiative française, lancée en 2004, qui accorde des exonérations temporaires de charges fiscales et sociales à plus de 2 000 jeunes entreprises innovantes des secteurs technologiques. Cet exemple pourrait être amplifié et imité dans d'autres pays. Au niveau de l'UE, les politiques relatives à la recherche, au financement et aux aides gouvernementales pourraient octroyer un statut spécifique avantageux aux projets auxquels participent de jeunes entreprises innovantes.

Il ne faut pas oublier d'investir dans l'éducation. L'Europe dépense trop peu pour l'enseignement supérieur – moitié moins, en pourcentage du PIB, que les États-Unis ou le Japon. Tout comme on prévoit aujourd'hui de financer des infrastructures physiques (routes et voies ferrées, par exemple) pour maintenir l'activité économique, nous devrions nous focaliser sur notre infrastructure intellectuelle : nos universités.

Enfin, concentrons-nous sur l'excellence. Dans la plupart des pays européens, les crédits de recherche sont dispersés pour plaire à tous. Ainsi, plus de 2 000 pôles industriels,

ou « clusters », sont alimentés en Europe par des programmes régionaux, nationaux et européens conflictuels et concurrentiels. Cette approche égalitaire de saupoudrage, utilisant l'éducation et la recherche comme outils du développement régional, doit cesser. Les organismes de financement de la recherche doivent admettre que toutes les universités ne sont pas égales, et que tous les pays ou régions ne sont pas capables de créer des pôles de compétitivité de rang mondial. Les entreprises le savent déjà, choisissant leurs collaborations universitaires mondiales sur la base de l'excellence locale. Les gouvernements européens doivent suivre cet exemple ou risquer de perdre du terrain face à des pôles d'excellence de rang mondial situés sur d'autres continents.

Le colossal plan de relance américain comporte le financement de projets innovants tels que les systèmes électroniques pour la santé, les réseaux éducatifs et la recherche énergétique. Les dirigeants de l'Union européenne ont également un plan de relance. Qu'une part importante de ces moyens soit consacrée de manière durable à l'innovation technologique, et l'Europe pourra se créer un avenir où brille l'espoir.